

Débats & Opinions

→ La question du mois

Après l'échec de Copenhague, un accord international sur le climat est-il possible ?

Déception ! Les représentants des 192 pays réunis en décembre dans la capitale danoise ne sont pas parvenus à transformer l'essai du protocole de Kyoto pour stopper le réchauffement climatique. Ni les Européens, ni les États insulaires qui souffrent déjà des conséquences de la hausse de la

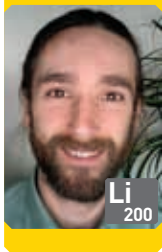
température terrestre, n'ont réussi à convaincre les géants chinois et américain de signer un accord qui les contraigne de manière chiffrée à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Les participants du sommet ont seulement été tenus de communiquer leurs engagements courant janvier... Après cet échec,

faut-il encore croire à un accord international ? Les prochaines réunions internationales sur le climat, programmées à Bonn en juin, puis en décembre à Mexico, ont-elles des chances d'aboutir ? Ou vaut-il mieux compter sur une autre voie pour apaiser la fièvre de la planète ? ■ **Odile Landreau**

Réagissez

Vous aussi, vous avez un avis sur cette question. Envoyez votre réaction sur amm@arts-et-metiers.asso.fr

OUI



Li
200

Laurent Lecesve
Doctorant spécialisé sur les énergies renouvelables et la spiruline, co-gérant de l'entreprise Hybrid Energies & Eco-System, il intervient dans le cadre du master Syspec (Systèmes hybrides de production décentralisée d'électricité et de chaleur) au Centre de Lille.
www.hy.es
www.ecobouquetot.org

«À travers nos modes de vie, c'est à nous de donner l'impulsion pour conduire nos dirigeants à un accord.»

À chaque niveau, État, entreprise ou individu, la solution se trouve en repensant le problème tel un écosystème, sans compartimer, mais en cherchant complémentarités et synergies. Alors oui, un accord international sera possible, car nécessaire pour déclencher ou renforcer l'indispensable action individuelle. La question est plutôt de savoir s'il interviendra avant ou après qu'on se soit pris le mur... À Copenhague, je pensais que nos dirigeants allaient s'engager ; ils n'y étaient manifestement pas prêts. Du coup, c'est à nous de les devancer au quotidien, sans y être contraint par des taxes ou la culpabilité, mais en conscience et par conviction pour les générations futures. L'impulsion viendra avant tout de la société civile, à travers l'évolution de nos modes de vie. Et c'est possible : la filière biologique est en plein essor, malgré la crise économique, de plus en plus de ménages achètent «bio». Lorsque j'étais à l'École, personne ne comprenait que je me spécialise sur les énergies renouvelables, et aujourd'hui, ce secteur se développe très fortement, bien qu'il ne représente encore qu'une très faible part de notre production. Depuis cinq ans, on constate un grand changement de paradigme, un bouleversement de notre société. Bien sûr, l'implication des entreprises est vitale, et ce sur l'ensemble des cycles de vie produit et services. Notre responsabilité d'ingénieur peut créer le levier, surtout que cette implication correspond aux valeurs intrinsèques de notre identité gadzarts ! ■

NON



Ai
52

Charles Vernin
Ancien responsable de projets chez Technip puis Heurtey (industrie pétrolière), il se passionne pour le climat depuis une bonne vingtaine d'années.

«L'humanité ne forgera pas son futur à coups de taxes, d'interdictions et de contraintes.»

Signer un accord à Copenhague n'était ni réaliste, ni souhaitable. Les sanctions envisagées se fondaient sur une science climatique encore incertaine : nous ne savons même pas si la couverture nuageuse de la Terre augmentera ou diminuera, alors qu'elle génère un effet parasol fondamental pour l'équilibre thermique de notre planète et qui s'oppose à l'effet de serre ! Les réalités géopolitiques n'étaient pas prises en compte non plus. Si un tel accord existait, qui pourrait contraindre les États-Unis ou la Chine à le respecter ? Et que dire de l'idée d'une gouvernance mondiale écologique et basée sur la contrainte et la peur ? L'humanité ne forgera pas son futur à coups de taxes, d'interdictions et de contraintes. Le refus des grandes puissances d'une ingérence extérieure n'est donc pas surprenant. Toutefois, Copenhague augure d'un futur positif. La Chine et les États-Unis, au lieu de se regarder en chiens de faïence, se sont mesurés autour d'un tapis (très) vert : une première mondiale. Tout laisse à penser qu'ils respecteront leurs engagements de réduire leurs émissions de CO₂, non par crainte du réchauffement climatique, mais pour les économies d'énergie, la protection de l'environnement, l'élimination des déchets, le développement du «green business» et du nucléaire civil. Leur prééminence mondiale dans les prochaines décennies dépendra certainement de leur capacité à relever ces défis, et de leur attitude vis-à-vis des pays pauvres. Copenhague, c'est enfin une prise de conscience des citoyens et des politiques. À chacun, maintenant, d'agir à son niveau. ■